

كلنا في المدرسة TOUS À L'ÉCOLE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
INITIATIVE MONDIALE EN FAVEUR
DES ENFANTS NON SCOLARISÉS

RÉSUMÉ RAPPORT RÉGIONAL SUR LES ENFANTS NON SCOLARISÉS

OCTOBRE 2014



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

UNESCO
INSTITUTE
for
STATISTICS

unicef 

© 2015 UNICEF Bureau régional, Moyen-Orient et Afrique du Nord

Photo de couverture, de gauche à droite :

© UNICEF/NYHQ2013-1418/Noorani

© UNICEF/ITAL2010-0069/Lombardi

© UNICEF/NYHQ2011-2520/Arfa

Résumé

Introduction

Le rapport régional sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) fait partie de l'Initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés (OOSCI) lancée par le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et l'institut de Statistique de l'UNESCO (UIS) en 2012. Les objectifs principaux de l'Initiative sont :

- Améliorer l'information et l'analyse statistique concernant les enfants non scolarisés ;
- Identifier et analyser les obstacles qui contribuent à l'exclusion de l'éducation ;
- Analyser les politiques et stratégies existantes relatives à l'amélioration de la fréquentation de l'école.

Le rapport régional base son analyse du problème des enfants non scolarisés sur le modèle développé par l'Initiative: le Modèle des Cinq Dimensions de l'Exclusion, qui fonctionne avec cinq groupes cibles :

- Les Dimensions 1, 2 et 3 incluent les enfants qui ne sont pas inscrits à l'école dans les trois groupes d'âge : Pré-scolaire, Primaire et Secondaire inférieur ; et
- Les Dimensions 4 et 5 incluent les enfants inscrits respectivement en Primaire ou en Secondaire inférieur mais qui sont à risque de décrochage.

Le rapport est élaboré à partir de neuf récentes études sur les enfants non scolarisés de la région MENA : l'Algérie, Djibouti, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Maroc, le Soudan, la Tunisie et le Yémen. Il présente les résultats obtenus sur les profils, les obstacles et les réponses politiques de ces études ainsi que leur analyse.

Profils des enfants non scolarisés de la région MENA

L'exclusion scolaire des enfants reste un problème significatif dans la région MENA. Des données de l'UIS montrent qu'en 2012 on estimait à 7,2 millions le nombre d'enfants non scolarisés. Ce nombre comprenait 4,3 millions d'enfants en âge du Primaire et 2,9 millions de ceux en âge du secondaire inférieur. 5,1 millions d'enfants supplémentaires en âge du Pré-primaire n'étaient pas inscrits dans l'enseignement Pré-primaire ou Primaire en 2012.

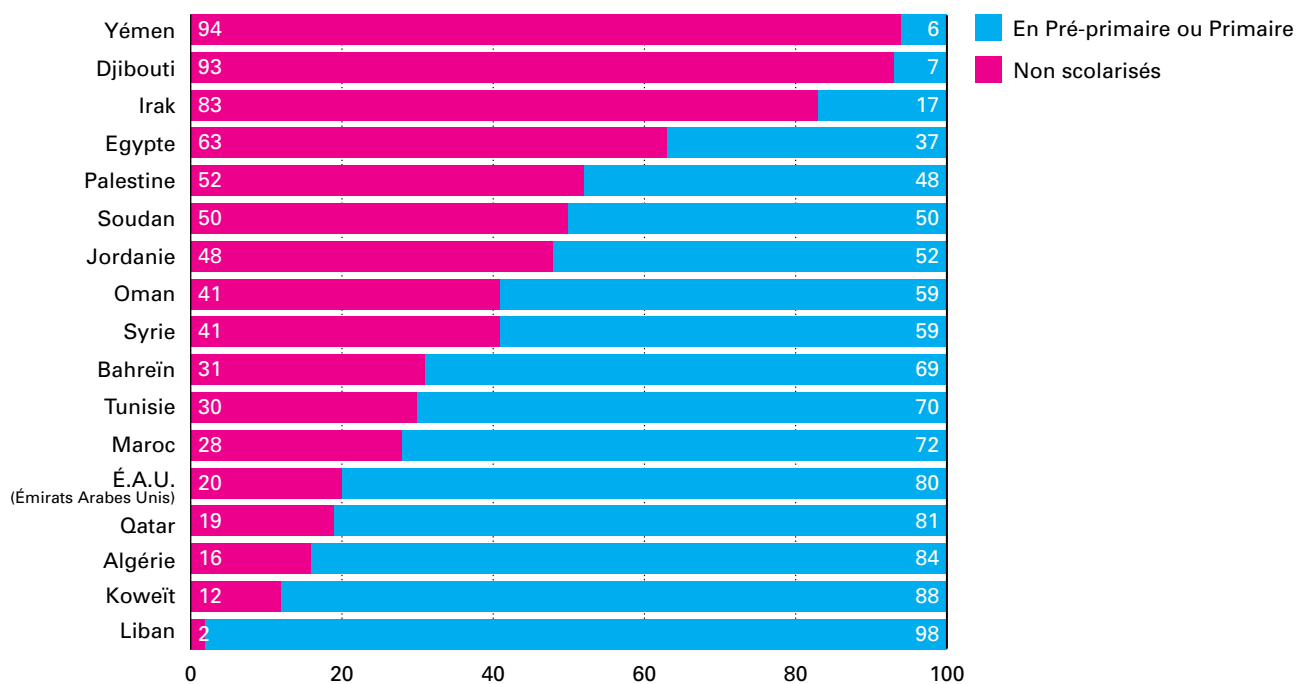
L'exclusion de l'éducation est intimement liée au problème de la région : les enfants quittent l'école très précocement. Dans de nombreux pays de la région MENA le décrochage des enfants au niveau de l'éducation Primaire ou Secondaire inférieure reflète le besoin d'une extrême attention au maintien à l'école et souligne les causes d'exclusion dans ces pays. Le problème est particulièrement important au niveau du Secondaire inférieur où la moitié des pays font face à un taux de décrochage de 10%, voire supérieur, avant le dernier Grade du cycle Secondaire inférieur. Les raisons de l'exclusion des

enfants incluent des inégalités, persistantes et se renforçant mutuellement, dans la fréquentation de l'école. Ces inégalités sont basées sur la richesse du ménage, la région et le genre. Les enfants exclus sont surtout issus des ménages les plus pauvres des régions rurales, les filles pauvres étant en milieu rural les plus désavantagées.

Dimension 1 : Très haut niveau d'exclusion pour les enfants en âge du Pré-primaire

Près de 60% des enfants en âge du Pré-primaire de la région MENA ne participent pas à l'enseignement Pré-primaire ou Primaire et le progrès durant la dernière décennie s'est limité à peine à la moitié des pays. Les enfants de familles pauvres sont beaucoup plus susceptibles d'être exclus du Pré-primaire, bien qu'ils aient le plus à gagner de sa fréquentation. A Djibouti, en Irak, en Syrie et au Yémen la fréquentation des programmes d'éducation de la petite enfance parmi les enfants âgés de quatre ans et venant des familles les plus riches est au moins quatre fois plus élevée que parmi ceux venant des familles les plus pauvres. L'offre actuelle d'éducation de la petite enfance dans la région renforce les inégalités existantes liées au contexte familial des enfants. A l'exception du Maroc, les disparités de genre dans la fréquentation de l'enseignement Pré-primaire sont peu importantes.

Pourcentage des enfants en âge de l'éducation Pré-primaire ou Primaire en 2013 par pays



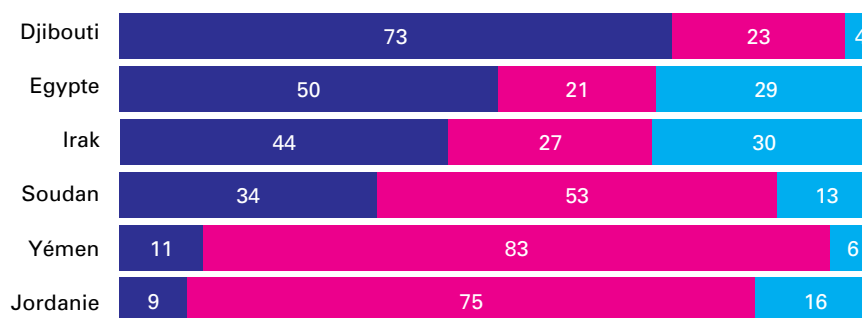
Note : Les données pour le Maroc sont celles de 2013, pour l'Algérie, pour Djibouti et la Jordanie celles de 2011, pour le Yémen celles de 2010 et pour l'Irak et le Koweït celles de 2007.

Source : (UIS, 2014b); avant-projet des études nationales OOSCI sur le Soudan et la Tunisie.

Dimension 2 : Très grand progrès dans la réduction de l'exclusion de l'éducation pour les enfants en âge du Primaire

Au cours de la dernière décennie une grande majorité des pays de la région a réduit la part d'enfants non scolarisés en âge du Primaire et deux tiers des pays ont réduit leur part d'au moins 50%. On note un progrès particulièrement remarquable à Djibouti, au Maroc et au Yémen. Bien que les filles forment encore la majorité des enfants non scolarisés, l'expansion globale de la fréquentation scolaire a réduit le désavantage des filles face à l'éducation. A Djibouti et au Soudan, l'accès limité à l'enseignement Primaire est encore très courant et les organismes de ces pays se battent pour étendre la couverture générale de l'enseignement Primaire à l'ensemble de la population en âge de ce cycle. Par contre, de nos jours plus de la moitié des pays de la région ont une population non scolarisée ne représentant que 3%, voire moins, de la cohorte des enfants d'âge correspondant.

Pourcentage des enfants non scolarisés et en âge de Primaire par contact avec l'école, pays sélectionnés



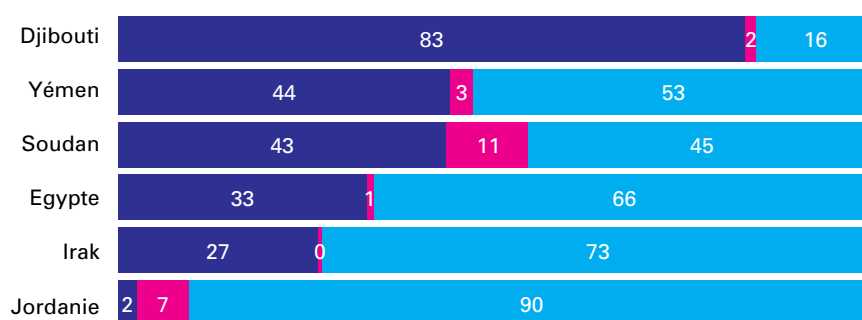
■ Ont peu de chances d'intégrer un jour l'école ■ Susceptibles d'intégrer l'école dans le futur ■ Ont quitté l'école

Source : Calculs UIS basés sur Djibouti MICS 2006 ; Egypte DHS 2008 ; Irak MICS 2011 ; Jordanie DHS 2007 ; UNPD (2010) ; Avant-projet des études nationales sur le Soudan et le Yémen.

Dimension 3 : L'exclusion pour les enfants en âge du Secondaire inférieur reste un problème

La fréquentation des enfants en âge du Secondaire inférieur a augmenté avec le temps et le pourcentage des enfants de ce groupe d'âge est passé de 18% en 2003 à 12% en 2012. Pourtant, dans un quart des pays de la région MENA, au moins un enfant sur quatre en âge du Secondaire inférieur était encore non scolarisé en 2012, les plus hauts niveaux d'exclusion étant enregistrés à Djibouti, au Soudan et au Yémen. Les disparités par genre sont importantes pour ce groupe d'âge, la majorité des pays favorisant la participation des garçons. C'est aussi un âge où les enfants venant de ménages défavorisés se font distancer. En Tunisie 19% des enfants en âge du Secondaire inférieur et venant des familles les plus pauvres sont non scolarisés, contre seulement 1% de ceux venant des familles les plus riches. Au Soudan, 42% des enfants venant du groupe le plus pauvre sont non scolarisés contre 3% chez ceux venant des familles les plus riches.

Pourcentage d'enfants en âge du Secondaire inférieur et non scolarisés par contact avec l'école et pays sélectionnés



■ Ont peu de chances d'intégrer un jour l'école ■ Susceptibles d'intégrer l'école dans le futur ■ Ont quitté l'école

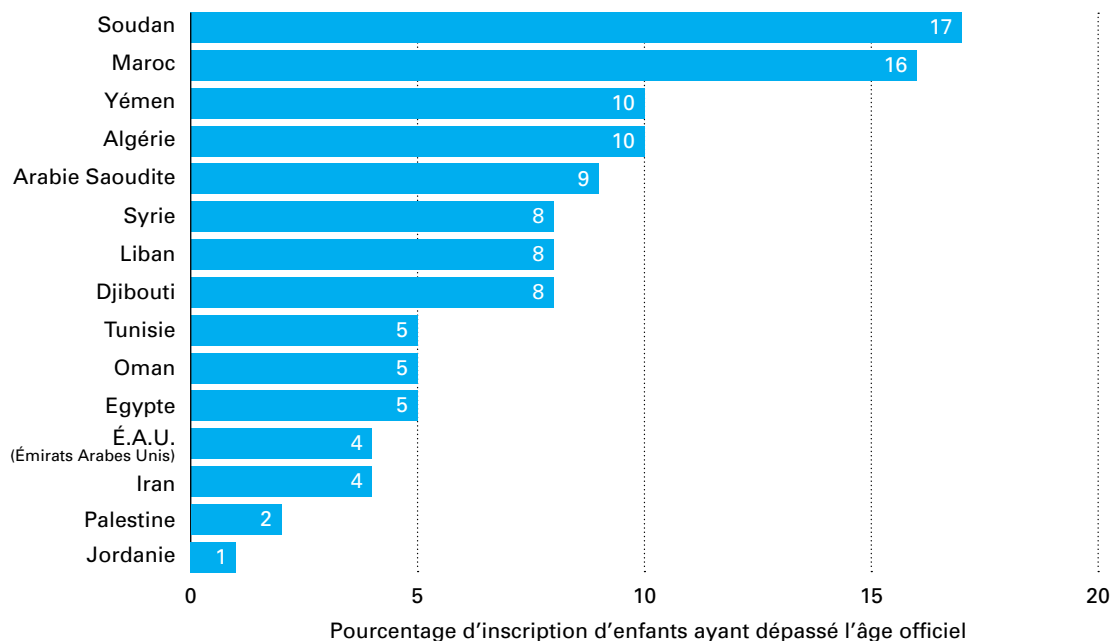
Source : Calculs UIS basés sur Djibouti MICS 2006 ; Egypte DHS 2008 ; Irak MICS 2011 ; Jordanie DHS 2007 ; UNPD (2010) ; Avant-projet des études nationales sur le Soudan et le Yémen.

Dimension 4 : Le décrochage de l'éducation Primaire est important dans les pays les plus pauvres de la région

Au niveau de l'enseignement Primaire le décrochage précoce reste un problème majeur dans les pays les plus pauvres de la région. Presque un quart des enfants entrés au Grade 1 au Yémen et à Djibouti quittent l'école avant d'atteindre le dernier niveau du cycle Primaire. Dans les cinq pays où la disparité des genres reste un problème majeur au niveau du Primaire, les filles sont désavantagées dans deux pays (Djibouti et le Soudan) et les garçons dans trois (L'Algérie, le Sultanat d'Oman et le Liban). Une

caractéristique commune aux enfants qui décrochent est qu'ils sont plus vieux que l'âge officiel pour un niveau donné. Les enfants ayant un âge supérieur à l'âge officiel viennent, de manière disproportionnée, des familles les plus pauvres et des régions rurales. Au Soudan, près de 80% des enfants venant des familles les plus pauvres et fréquentant l'école ont dépassé l'âge officiel de leur niveau, contre moins de 20% pour ceux venant des familles les plus riches.

Ratio des inscriptions tardives dans l'enseignement Primaire en 2012, par pays



Note : L'indicateur couvre la part de la population en âge du Primaire qui est au-dessus de l'âge officiel requis pour le Primaire (ISCED 1). Il ne prend pas en compte les enfants en âge du Primaire qui sont plus âgés que l'âge requis pour leur niveau. Les données pour Djibouti, la Jordanie et le Soudan sont de 2011.

Source : UIS, 2014a

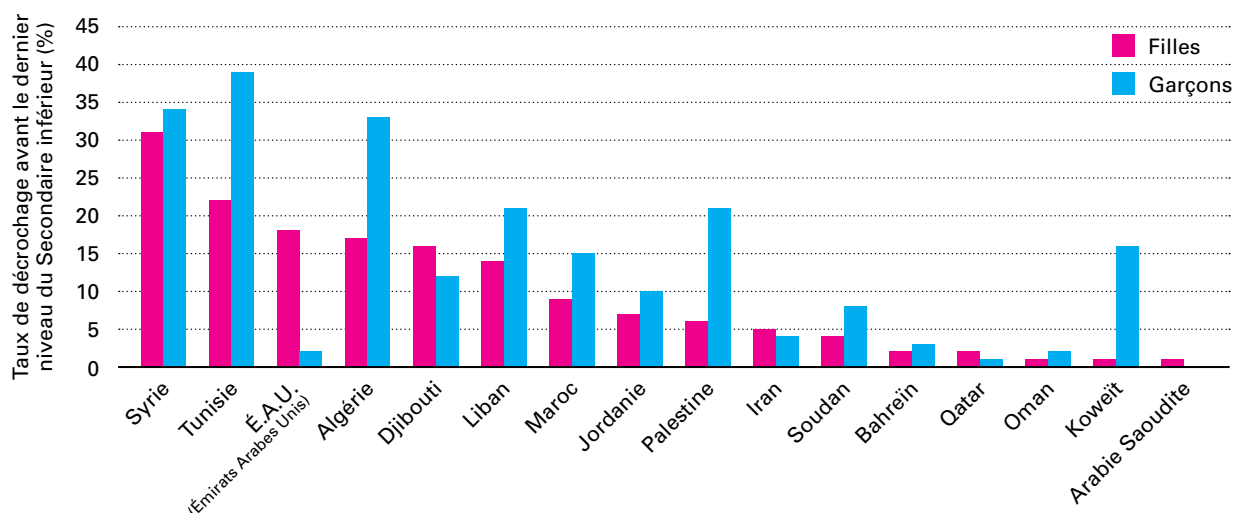
Dimension 5 : Le décrochage précoce est un gros problème au niveau du Secondaire inférieur

Plusieurs pays de la région, notamment l'Algérie, la Syrie et la Tunisie font face à une grave crise de décrochage au niveau de Secondaire inférieur. Seulement dans ces trois pays entre un quart et un tiers des enfants inscrits décrochent avant le dernier niveau du cycle du Secondaire inférieur. Les profils de genre sur le décrochage montrent une hétérogénéité considérable à travers les pays. On trouve les disparités de genre les plus marquées en Algérie, au Koweït, en Palestine, en Tunisie et aux Émirats Arabes Unis, avec des disparités allant de 15 à 17 points de pourcentage entre filles et garçons. Dans tous ces pays sauf aux Émirats Arabes Unis, les taux de décrochage, élevés chez les garçons, constituent un problème majeur. En Tunisie, 39% des garçons décrochent avant le dernier niveau du cycle du Secondaire inférieur contre 22% chez les filles.

Obstacles à la participation à l'éducation, et politiques de réponses

Les profils des enfants non scolarisés de la région MENA révèlent que trois des territoires les plus frappés par l'exclusion dans cette région ont également de très hauts niveaux de décrochage, en particulier dans le cycle du Secondaire inférieur, des inégalités entre genres persistantes, et une protection limitée des droits de l'éducation pour les enfants affectés par les conflits.

Taux de décrochage avant la dernière année du Secondaire Inférieur par genre et pays en 2011



Note : Le taux de décrochage avant la dernière année est défini à partir du nombre total des enfants de l'âge concerné, diminué du nombre de ceux encore inscrits en dernière année du cycle du Secondaire inférieur. Les données pour Djibouti et le Maroc sont celles de 2012, pour la Jordanie et le Qatar celles de 2010, et pour le Soudan et la Tunisie celles de 2009.

Source : UIQ, 2014a.

S'attaquer aux taux de décrochage en abordant la faible demande, la faible qualité de l'enseignement et la violence

La richesse des ménages et les perceptions sociales des bénéficiaires de l'éducation sont intimement liées aux décisions de scolarisation, affectant la demande des familles pour une poursuite de l'éducation. La pauvreté et le travail des enfants s'intensifient mutuellement et sont associés à une faible fréquentation scolaire. Les prix élevés de l'enseignement privé représentent également un obstacle important à la rétention à l'école. La politique de répondre en compensant les obstacles économiques pour les groupes vulnérables, de façon typique par des transferts d'argent, ne se présente pas comme un thème fort dans les études nationales OOSCI sur la région. Bien que la majorité des pays de la région MENA aient des programmes d'assistance sociale mis en place, la plupart se concentrent étroitement sur une égalisation entre les revenus des familles et leur consommation plutôt que d'aborder les inégalités entre les enfants et les jeunes. Le Maroc est l'exception : son transfert conditionnel d'argent « Programme Taysir » est lié à la présence scolaire et montre des résultats prometteurs.

Une faible qualité d'enseignement et une mauvaise ambiance scolaire poussent les enfants hors de l'école. Les données limitées qui sont à disposition indiquent une haute fréquence de la violence dans plusieurs pays, qui se manifeste souvent différemment pour les filles et les garçons. Une législation adéquate contre les châtiments corporels dans les écoles, les foyers et en tous autres endroits est la base nécessaire pour les efforts d'amélioration de l'ambiance de l'école et pour le combat contre l'exclusion scolaire. La moitié des pays de la région doivent encore adopter des lois interdisant les châtiments corporels à l'école. Certaines études de l'OOSCI soulignent les interventions existantes pour suivre et soutenir les enfants présentant un risque de décrochage. En Tunisie trois programmes nationaux ont été mis en place, destinés de façon spécifique à la prévention du décrochage précoce en Primaire et dans le Secondaire inférieur. Au Maroc, le Programme d'Urgence de 2009-2012 comprend l'expansion d'un système d'unités de soutien dans les écoles ayant la responsabilité de détecter les élèves risquant de décrocher et de leur fournir un soutien pédagogique.

Aborder la discrimination des genres en travaillant sur les normes sociales, la demande et l'offre

Normes sociales et traditions continuent d'être des obstacles majeurs à l'éducation des filles dans la région MENA. Les perceptions et les attentes qu'ont les gens du rôle de l'homme et de la femme dans la famille, sur le marché du travail et dans la société en

général contribuent au fait que les filles et les garçons soient estimés différemment, avec des implications dans les décisions des familles concernant la scolarisation. La pratique des mariages précoces est l'un des obstacles les plus extrêmes à la scolarisation des filles et représente une importante cause d'abandon scolaire précoce à Djibouti, en Egypte, en Irak, en Jordanie, au Soudan et au Yémen. L'analyse faite pour ce rapport démontre que l'école mixte peut être favorable à la participation des filles à l'enseignement dans la région. Ceci contraste de façon aiguë avec le mouvement vers la ségrégation scolaire dans plusieurs pays de la région. L'exemple des pays montre que l'éducation a été, et continue d'être une stratégie puissante permettant d'accroître l'autonomie et la mobilité sociale des filles. L'innovant programme Ishraq en Egypte, ciblant les filles en décrochage scolaire, a amélioré leur degré d'alphabétisation et de confiance en elles, les conduisant vers une meilleure mobilité et une participation accrue dans la communauté locale.

L'étude régionale indique des niveaux de décrochage scolaire particulièrement élevés pour les garçons du cycle Secondaire inférieur en Algérie, au Koweït, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie. Le manque de motivation des garçons pour les études en Algérie et en Tunisie est dû à leur incertitude quant aux opportunités de futurs emplois, et dans beaucoup de cas conduit au décrochage scolaire. En Tunisie, une enquête récente a montré que plus de 41% des jeunes garçons souhaitent émigrer et la motivation la plus citée derrière ce désir était l'impression qu'il n'y avait aucun futur en Tunisie. Les filles, elles, expriment un désir de libération, ce qui implique nécessairement une éducation qui est vue comme le seul moyen de grimper dans l'échelle sociale. Les filles, en conséquence, sont beaucoup plus motivées et présentent une demande plus forte pour une éducation Secondaire et Supérieure. En Tunisie les jeunes femmes forment les deux tiers des étudiants de l'éducation Supérieure.

Répondre à l'impact des conflits sur l'éducation à travers la protection, des politiques de réformes et un financement prolongé

Alors qu'un conflit armé continue d'exclure de l'éducation de nombreux enfants de la région, l'importance exacte de son impact reste largement cachée. D'après les constatations de l'étude, les trois problèmes suivants se révèlent particulièrement importants :

- La situation sécuritaire des élèves et des professeurs dans de nombreux pays de la région affectée par les conflits est consternante. Des attaques directes sur les écoles, des enlèvements, le pillage et l'usage des bâtiments scolaires à des fins militaires nuisent aux droits des enfants à l'éducation et sont une cause majeure de l'exclusion scolaire. Une série de mesures de protection sont cependant mises en place, au jour le jour, dans les régions peu sûres d'Irak, de Palestine, de Syrie, du Soudan et du Yémen, donnant aux enfants la possibilité de fréquenter l'école.
- Les enfants déplacés par les conflits font face à de sérieux obstacles à l'éducation. De nombreuses évaluations des besoins destinées à apporter une réponse au problème de l'éducation dû à la guerre en Syrie indiquent que l'accès à l'éducation des enfants réfugiés syrien se heurte à des obstacles majeurs et à des goulets d'étranglements. Les obstacles les plus notables comprenant le coût élevé de la scolarisation, la langue de l'enseignement, l'insécurité, les procédures bureaucratiques et le manque de papiers légaux pour une inscription à l'école.
- Le bas niveau de financement apparaît comme le goulet d'étranglement le plus critique lorsqu'il s'agit de procurer une éducation aux enfants des zones affectées par les conflits. De nombreuses expériences montrent que des mesures souples et innovantes permettent de poursuivre l'enseignement même dans un environnement très difficile. Le cluster Éducation mondial estime qu'en 2012, seuls 1,3 millions d'enfants ciblés par des réponses à l'éducation dans des situations d'urgence en Palestine, au Soudan, en Syrie et au Yémen ont reçu un soutien tandis que près de 2,2 millions ne pouvaient être atteints en raison d'un financement insuffisant.

Recommandations clés

Le message fondamental ressortant de cette étude est que vaincre l'exclusion dans le secteur de l'éducation va demander des politiques publiques et des investissements afin de mieux viser la réduction des disparités dans la région MENA. En se référant aux conclusions et recommandations des études nationales OOSCI récemment conduites, des actions décisives destinées à éliminer l'exclusion dans le secteur de l'éducation devront nécessairement s'attaquer aux obstacles à deux niveaux – l'offre de l'éducation au niveau national ciblée sur les groupes marginalisés, et l'apprentissage au niveau scolaire. En regardant le futur, trois importantes recommandations pour entreprendre de tels efforts comprennent :

1. Augmenter proportionnellement les programmes de Développement de la Petite Enfance (DPE) et de l'éducation Pré-primaire en tant que partie des programmes de plus grande envergure de réduction de la pauvreté. Les gouvernements de la région devront s'assurer qu'une attention adéquate est apportée et que les mesures sont prises afin d'accroître l'offre du DPE. Les modèles actuels à travers la région MENA, où la participation des enfants pauvres au DPE est invariablement plus faible que celle des enfants riches, sont parmi les signes les plus frappants de profondes inégalités dans la région. Nivelier le champ d'action en terme d'accès égal au DPE est une affaire urgente et un sujet souligné comme haute priorité dans les études nationales de l'OOSCI sur l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.
2. Augmenter les efforts trans-sectoriels afin de s'attaquer aux multiples obstacles à la scolarisation. Les enfants non scolarisés rencontrent rarement un seul de ces obstacles, ce sont généralement de multiples facteurs qui, en interagissant, sont cause de l'exclusion. Surmonter ces obstacles requiert des actions de politique publique et des investissements sur plusieurs fronts, tous n'étant pas traditionnellement partie des attributions du secteur de l'éducation formelle. Pour avoir un effet sur les enfants les plus difficiles à atteindre, les autorités de l'éducation ont besoin de travailler en étroite collaboration avec d'autres secteurs qui pourraient inclure du personnel de santé, de protection de l'enfance et d'aide sociale, ainsi qu'avec des ONGs. Bien que les efforts trans-sectoriels demandent un soutien politique, légal et économique de la part du niveau politique le plus élevé, il est important que de tels efforts soient conduits à partir du niveau local et qu'ils soient dès le début focalisés sur des solutions pratiques pour les enfants exclus.
3. Apporter plus d'attention au redoublement. D'abord et avant tout, les ressources financières et humaines doivent être mieux dirigées afin de s'assurer que les enfants qui décrochent ne sont pas en réalité « poussés dehors ». Cela demande de porter une attention particulière à plusieurs problèmes étroitement liés comprenant des processus dans lesquels le personnel éducatif s'assure que les enfants fréquentent régulièrement l'école, l'aptitude de l'école à mieux répondre à la diversité des élèves, des ressources suffisantes pour des structures de soutien destinées aux élèves les plus faibles, des programmes scolaires pertinents ainsi qu'une amélioration de l'ambiance dans les écoles où le châtime corporel est interdit par la loi et en pratique. L'ensemble de ces efforts pour une amélioration du maintien scolaire devrait donner une place centrale au rôle et à l'aptitude des professeurs.

Pour plus d'information
consultez notre site internet :
www.oosci-mena.org



GLOBAL
PARTNERSHIP
for EDUCATION



**UNICEF Bureau régional
Moyen-Orient et Afrique du Nord**

B.P. 1551

Amman 11821

Jordanie

Tél : +962-6-550-2400

Fax : +962-6-553-8880

Courriel : menaosci@unicef.org

Site web : www.unicef.org/mena